

JEAN-PAUL SARTRE

SITUATIONS, X

politique
et autobiographie

nrf

GALLIMARD

A Michèle.

I

Textes politiques

LE PROCÈS DE BURGOS

S'il faut en croire la presse, le procès de Burgos n'a fait un tel scandale que pour avoir mis en lumière la férocité absurde du régime franquiste. Je n'y crois pas : la sauvagerie fasciste a-t-elle tant besoin d'être démontrée? N'y avait-il pas eu, depuis 1936, des incarcérations, des tortures et des exécutions un peu partout sur le sol de la péninsule ibérique? Ce procès a troublé les consciences, en Espagne et hors d'Espagne, parce qu'il a révélé aux ignorants l'existence du fait national basque; il est apparu clairement que ce fait, bien que singulier, était loin d'être unique et que les grandes nations renfermaient des colonies à l'intérieur des frontières qu'elles s'étaient données. A Burgos, enchaînés et, pour ainsi dire, bâillonnés, les accusés, au prix d'une bataille de tous les instants, sont parvenus à faire le procès de la centralisation. Coup de tonnerre en Europe : pour ne prendre qu'un exemple, on enseigne aux petits Français que l'histoire de France n'est autre que celle de l'unification de toutes « nos » provinces, commencée sous les rois, poursuivie par la Révolution française, achevée au XIX^e siècle. Il fallait, me disait-on quand j'étais à l'école, en être fier : l'unité nationale, réalisée chez nous de bonne heure, expliquait la perfection de notre langue et l'universalisme de notre culture.

Quels que fussent nos partis pris politiques, il était interdit de la remettre en question. Sur ce point, socialistes et communistes se trouvaient d'accord avec les conservateurs : ils se jugeaient les héritiers du centralisme jacobin et, réformistes ou révolutionnaires, c'était à l'hexagone pris comme un tout indivisible qu'ils voulaient apporter les bienfaits du nouveau régime. Que l'absolutisme monarchique soit né tout à la fois du développement des voies et des moyens de communication, de l'apparition du canon et des exigences « mercantilistes » du capital marchand, que la Révolution et le jacobinisme aient permis à la bourgeoisie au pouvoir de poursuivre l'unification de l'économie en faisant sauter les dernières barrières féodales et ethniques et de gagner des guerres étrangères par une levée en masse de tous les habitants en âge de porter les armes sans souci de leur origine ethnique et que le xix^e siècle ait fini le *job* par l'industrialisation et ses conséquences (l'exode rural, la concentration et l'idéologie nouvelle ou nationalisme bourgeois), que l'unité présente soit, somme toute, l'effet du projet séculaire de la classe actuellement dominante et que celle-ci ait tenté de produire partout, de la Bidassoa à la frontière belge, le même type d'homme abstrait, défini par les mêmes droits formels — on est en démocratie! — et les mêmes obligations réelles sans tenir compte de ses besoins concrets, personne aujourd'hui n'en a cure : c'est ainsi, voilà tout, on n'y touchera point. D'où la stupeur de décembre 70 : le procès était infâme et absurde mais pouvait-on contester la validité des accusations portées contre les prisonniers sans, du même coup, tenir au moins en partie pour valables les objectifs que se propose l'E.T.A.? Bien sûr, le gouvernement espagnol est fasciste ouvertement et cela brouillait les cartes : ce que visaient en claire conscience la plupart des protestataires, c'était le régime de Franco. Mais il fallait

soutenir les accusés et l'E.T.A. ne disait-elle pas : nous ne sommes pas seulement contre le franquisme, nous luttons avant tout contre l'Espagne? Telle était la pilule indigeste qu'il fallait avaler. Comment admettre que la nation basque existât de l'autre côté des Pyrénées sans reconnaître à « nos » Basques le droit de s'y intégrer? Et la Bretagne alors? Et l'Occitanie? Et l'Alsace? Falloit-il récrire l'histoire de France à l'envers, comme le proposait récemment Morvan-Lebesque et voir dans Du Guesclin, héros du centralisme, un simple traître à la cause bretonne? Le procès de Burgos attirait l'attention sur ce fait nouveau : la renaissance un peu partout de ces tendances que les gouvernements centraux ont pris coutume d'appeler « séparatistes ». En U.R.S.S. beaucoup de républiques, à commencer par l'Ukraine, sont travaillées par des forces centrifuges; il n'y a pas si longtemps que la Sicile a fait sécession; en Yougoslavie, en France, en Espagne, en Irlande du Nord, en Belgique, au Canada, etc., les conflits sociaux ont une dimension ethnique; des « provinces » se découvrent nations et réclament plus ou moins ouvertement un statut national. On s'aperçoit que les frontières actuelles correspondent à l'intérêt des classes dominantes et non aux aspirations populaires, que l'unité dont les grandes puissances tirent tant d'orgueil cache l'oppression des ethnies et l'usage sournois ou déclaré de la violence répressive.

Le renforcement actuel des mouvements nationaux s'explique par deux raisons claires. En premier lieu, la révolution atomique. Morvan-Lebesque rapporte qu'un dirigeant autonomiste de Bretagne, apprenant l'explosion d'Hiroshima, s'était écrié : « Enfin le problème breton existe! » Avant cela, en effet, le centralisme unificateur se justifiait et se renforçait en évoquant la menace que faisait peser sur le pays l'hostilité des pays voisins. Avec l'arme atomique, ce chantage n'est plus

de saison : le centralisme de la guerre froide s'exerce à partir de Moscou et de Washington sur des nations et non plus sur des provinces. Du coup, dans la mesure où ces nations s'inquiètent d'appartenir à l'un ou l'autre bloc, d'autres nations plus petites et qu'on prétendait intégrées reprennent conscience de leur entité. La deuxième raison, liée d'ailleurs à la première, je la trouve dans le processus de décolonisation qui s'est engagé après la dernière guerre mondiale sur trois continents. Imaginez un jeune homme né dans le Finistère allant, vers 1960, faire son service au Maghreb. Il s'agit, lui a-t-on dit, de prêter la main à une opération de simple police pour réprimer l'agitation folle et coupable de quelques départements français d'outre-mer. Or voici que les Français, battus, rempochent la division départementale, se retirent d'Algérie et lui reconnaissent le statut de nation souveraine. A quoi correspond, alors, pour le soldat démobilisé, le fait d'être un habitant du Finistère? Il a vu, à Alger, que les départements sont des divisions abstraites qui cachaient là-bas la conquête par la force et la colonisation. Pourquoi n'en serait-il pas de même de l'autre côté de la Méditerranée, dans ce qu'on appelle la « Métropole »? Le Finistère — qui n'a d'existence réelle que pour l'administration — disparaît dans l'abstraction sous les yeux du jeune homme : celui-ci se sent breton, rien de plus, rien de moins, et français par droit de conquête. Va-t-il se résigner à être colonisé? S'il en était tenté, l'exemple des Algériens et celui des Vietnamiens sont là pour le conduire à la révolte. Les victoires du Viêt-nam, surtout, lui apprennent que les colons avaient habilement limité le champ des possibles pour lui et ses frères. On lui avait inculqué le défaitisme : Français, lui avait-on dit, il pouvait tout puisqu'il avait le droit de vote tout comme un Beauceron; Breton, il ne pouvait pas même lever un doigt et sûre-

ment pas se dresser contre le pouvoir central qui l'écraserait sur l'heure. Mais, en Indochine, quelques millions de paysans pauvres ont jeté les Français à la mer et luttent à présent victorieusement contre la plus grande puissance militaire du monde capitaliste : cela aussi, c'était *impossible*. Eh bien, non : le champ de ses possibles s'élargit d'un seul coup : si les puissances colonisatrices n'étaient que des tigres aux dents de papier? Fission de l'atome et décolonisation, voilà ce qui exalte dans les « ethnies » conquises un patriotisme original. Cela, au fond, tout le monde le sait; mais beaucoup, en France, en Espagne, au Canada pensent que cette volonté d'indépendance n'est qu'une velléité née de fausses analogies et que les mouvements séparatistes disparaîtront d'eux-mêmes. Or l'exemple du Pays basque est là pour nous apprendre que cette renaissance n'est pas occasionnelle mais nécessaire et qu'elle n'aurait pas même eu lieu si ces prétendues provinces n'avaient eu une existence nationale qu'on a pendant des siècles tenté de leur ôter et qui, obturée, voilée par les vainqueurs, était demeurée là comme le lien historique et fondamental entre leurs habitants et si l'existence de ce lien tacitement reconnu par le pouvoir central, ne rendait pas raison de la situation inférieure de l'ethnie conquise au sein du pays conquérant et, conséquemment, de la lutte farouche que celle-ci mène pour l'autodétermination.

Le fait basque, s'imposant à Burgos dans sa *nécessité*, n'a pas fini d'éclairer Catalans, Bretons, Galiciens, Occitaniens sur leur destinée. Je veux tenter ici d'opposer à l'universalité abstraite de l'humanisme bourgeois l'universalité singulière du peuple basque, de montrer quelles circonstances ont amené celui-ci par une dialectique inéluctable à produire un mouvement révolutionnaire et quelles conséquences théoriques on peut raisonnablement tirer de sa situation actuelle, c'est-

à-dire quelle mutation profonde la décentralisation peut apporter dès aujourd'hui au socialisme centralisateur.

Si nous nous reportons à l'histoire, sans préjugé centraliste, il apparaît clairement que l'ethnie basque diffère en tout des ethnies voisines et qu'elle n'a jamais perdu conscience de sa singularité, marquée *en tout cas* par des caractères biologiques qu'elle a conservés intacts jusqu'à aujourd'hui et par l'irréductibilité d'euzkara, sa langue, aux langues indo-européennes. Dès le VII^e siècle, le duché de Vasconia groupe une population de montagnards qui inflige aux armées de Charlemagne la défaite de Roncevaux. Ce duché se transforme vers l'an mille en un royaume de Navarre qui entre en déclin à partir du XII^e siècle et que l'Espagne annexe en 1515. Malgré la conquête et, sans doute aussi, à cause d'elle, la conscience basque — ou conscience d'être basque — se renforce. Il faut dire qu'on sort à peine de l'ère féodale et que la centralisation espagnole est encore hésitante : elle conserve aux vaincus certains droits qu'ils possédaient au Moyen Age, les *fueros*, qui demeureront longtemps le bastion de la résistance basque, que défend le peuple entier. Que celui-ci ne se contentât pas de cette autonomie relative, qu'il rongeat son frein et n'eût pas perdu l'espoir de retrouver l'indépendance, c'est ce que prouve, au temps où Napoléon refaisait l'Europe, la proposition vainement faite à l'Empereur par un député de Biscaye : qu'il créât, à l'intérieur de l'Empire, un État basque indépendant. On sait la suite et que, la Constitution de 1812 ayant pratiquement supprimé les *fueros*, le mouvement nationaliste se fourvoya dans une aveugle tentative pour restaurer le passé : contre Isabelle II, plus libérale mais centralisatrice à la française, les forces populaires défendirent le prétendant absolutiste Don Carlos, autre passéiste mais qui, pour

l'amour du passé, voulait restituer à la Navarre son autonomie féodale. Deux guerres, deux défaites : en 1879, Euzkadi perd ses derniers privilèges et s'enlise dans un traditionalisme bigot qui tourne le dos à l'histoire. Il se réveillera six ans plus tard quand Sabin Mana fondera le P.N.B. (Parti nationaliste basque) qui réunira surtout des bourgeois et des intellectuels : il ne s'agit plus de militer pour l'absolutisme dans l'espoir de reconquérir les *fueros* mais le P.N.B., politiquement progressiste, puisqu'il réclame l'indépendance, et socialement conservateur, demeure en partie passéiste comme le prouve un de ses slogans : « Vieilles lois et souveraineté. » La résistance basque frappait à ce point les Espagnols qu'il y eut plus d'un, à l'époque, pour proposer — comme l'anarchiste Pi y Margall — une solution fédéraliste aux problèmes de la péninsule. Plus tard, pendant la République, le projet fut repris et le gouvernement central reconnut le principe de l'autonomie des régions à condition qu'il fût approuvé, dans un référendum, par 70 % des populations concernées. La haute Navarre, essentiellement rurale et de ce fait attachée au carlisme (les carlistes vont bientôt se battre aux côtés de Franco) vote contre l'autonomie¹; les trois autres provinces votent pour, à une énorme majorité. Le gouvernement républicain, plus centraliste qu'il n'y paraissait, fait traîner les choses, sans bonne grâce, jusqu'en 36. S'il reconnaît enfin l'autonomie, à cette époque, c'est sous la pression des événements et pour des raisons essentiellement pratiques et même militaires : il s'agissait de se gagner le Pays basque et de s'assurer qu'il résisterait au putsch de Franco par la lutte armée. Aussitôt le gouvernement basque est fondé : trois socialistes, deux libéraux, un communiste, ce qui montre à la fois que l'influence du

1. Il est clair qu'elle refusait non pas l'autonomie mais la République.

P.N.B. s'étend aux couches sociales les plus diverses et qu'il assouplit un peu son conservatisme originel. Les troupes basques, jusqu'en avril 37, défendent farouchement le Guipuzcoa et la Biscaye. On sait la suite : Franco envoie des renforts, fait régner la terreur et bombarde Guernica : 1 500 morts; au mois d'août, c'est la fin de la République d'Euzkadi. A la guerre succède la répression : emprisonnements, tortures, exécutions. Le président Aguirra, chef du P.N.B., se réfugie en France; pendant la Seconde Guerre mondiale, il joue la carte des démocraties, espérant que la chute de Hitler et de Mussolini serait suivie par celle de Franco. On mesure aujourd'hui quelles furent notre honte et sa naïveté : le P.N.B. avait joué son rôle : depuis 45, il ne cesse de décliner. En 47, pourtant — sans doute dans l'intention de mettre les Alliés au pied du mur — il déclenche une grève générale. Les Alliés ne bougent pas et laissent Franco briser la grève par une impitoyable répression. C'est la fin : le parti conserve en Euzkadi un prestige certain parce qu'il est le parti « historique » qui reste à l'origine de l'éphémère République basque. Mais il n'a plus la possibilité d'agir : ses moyens d'action ne correspondent plus à la situation. Les exilés vieillissent, Aguirra meurt. N'importe : nous verrons tout à l'heure comment l'E.T.A. surgit à point nommé pour remplacer le vieux parti bourgeois. Ce bref résumé suffit à montrer qu'Euzkadi, ethnie *récemment* conquise par l'Espagne, a toujours refusé farouchement l'intégration. Si l'on faisait voter les Basques aujourd'hui, je laisse à penser à quelle écrasante majorité ils décideraient de l'indépendance.

Accepterons-nous, pourtant, de dire, comme l'E.T.A., que l'Euskadi est une colonie de l'Espagne? La question est d'importance car c'est dans les colonies que lutte des classes et lutte pour l'indépendance nationale se

confondent. Or, dans le système colonialiste, les pays colonisés fournissent à bon compte des matières premières et des produits alimentaires à une métropole industrialisée : c'est que la main-d'œuvre y est sous-payée. Et l'on ne manquera pas de faire remarquer que le Pays basque, surtout dans ses provinces de Guipuzcoa et de Biscaye, est depuis le début de ce siècle en plein développement industriel. En 1960 la consommation d'énergie électrique par habitant et par an est de 2 088 kW dans les deux provinces, de 650 kW pour l'Espagne et la Catalogne¹. La production d'acier par habitant et par an est de 860 kg en Biscaye, de 450 en Euzkadi, de 45 en Espagne-Catalogne. La répartition de la population active, en Guipuzcoa, s'établit ainsi : secteur primaire 9,45 %, secteur secondaire 56,80 %, secteur tertiaire 33,75 %; en Biscaye : 8,60 %, 57,50 %, 33,90 %, alors qu'en Espagne-Catalogne, le secteur primaire emploie 43,50 % des travailleurs, le secteur secondaire 27,20 % et le tertiaire 29,30 %. Le gonflement considérable des deux derniers secteurs, joint au fait que, dans ces provinces, la population rurale est en constante diminution, montre assez l'énorme effort du Pays basque pour se donner une industrie. Le Guipuzcoa et la Biscaye sont, de ce point de vue, les régions pilotes de la péninsule ibérique. Ainsi l'on rencontrerait, si colonie il y avait, ce paradoxe que le pays colonisateur serait pauvre et surtout agricole au lieu que le pays colonisé serait riche et qu'il offrirait le profil démographique des sociétés hautement industrialisées.

A mieux y regarder, le paradoxe n'est qu'apparent :

1. L'Espagne et la Catalogne sont si distinctes, à tout point de vue, qu'il n'y aurait pas lieu de faire des statistiques communes si les données officielles dont nous nous servons ne les confondaient intentionnellement. Il va de soi que si l'on nous fournissait des chiffres concernant l'Espagne seule ils seraient beaucoup plus bas.

Euzkadi peut être prospère mais il ne compte que 2 millions d'habitants; il en avait beaucoup moins en 1515 et, à cette époque, la population était rurale : la conquête s'est faite parce que les deux pays étaient de structure homogène et que l'un d'eux était beaucoup plus peuplé que l'autre. De l'autre côté de la Bidassoa, la basse Navarre a été systématiquement pillée, ruinée, dépeuplée par le conquérant français : la colonisation est plus aisément visible. Il est clair que la léthargie de l'Espagne pendant les trente premières années du siècle a permis à l'Euzkadi-Sud de s'assurer une économie florissante de *région*, autour d'un pôle économique, Bilbao. Mais à *qui* profite cette économie? Voilà la question. On peut y donner un semblant de réponse en disant qu'il n'est pas d'exemple qu'un pays conquis ne paye tribut à son conquérant. Mais il est plus sûr de consulter les données officielles. Elles nous apprennent que l'Espagne se livre à un véritable pillage fiscal du Pays basque. La fiscalité écrase les travailleurs; elle est, en Guipuzcoa, la plus élevée de toute la péninsule. Il y a plus : dans *toutes* les provinces qu'il tient pour *espagnoles*, le gouvernement dépense plus qu'il ne perçoit en impôts : 150 % à Tolède; 151 % à Burgos, 164 % à Avila, etc. Les deux provinces industrialisées du Pays basque¹ paient au gouvernement *étranger* qui les exploite 4 milliards 338 millions 400 000 pesetas, l'État espagnol, par contre, dépense en Euzkadi 774 millions de pesetas². Il vole donc 3 milliards 500 000 pesetas environ pour entretenir le désert castillan. Encore faut-il ajouter que la majeure partie des 774 millions « rendus » vont aux organes d'oppression (administration espagnole ou espagnolisée, armée d'occupation, police, tribunaux, etc). ou de débasqui-

1. En Navarre, le gouvernement espagnol rend 106 %.

2. Chiffres valables pour une des années 60-70, mais sensiblement constants d'une année à l'autre.

sation (l'université où l'on n'enseigne que la langue et la culture espagnoles). Or le problème de l'industrie basque est, avant tout, celui de la productivité : pour produire à des prix compétitifs sur le marché mondial, il faudrait importer des machines modernes : l'État espagnol, partiellement autarcique, s'y oppose; quant au crédit madrilène, il est discriminatoire et favorise la Castille aux dépens de la Biscaye. Pour que Bilbao et Pasajes s'adaptent au trafic maritime et reçoivent des bateaux à fort tonnage, il faut les équiper à neuf : les travaux seraient considérables comme aussi ceux que réclament les ports de pêche. Rien n'est fait. De même le réseau ferroviaire, installé autrefois par les Espagnols, est un lourd handicap : pour aller par le train de Bilbao à Vitoria il faut faire 137 kilomètres; par la route 66. Mais l'administration et l'I.N.I. (Institut national de l'industrie), organe de l'État oppresseur, abritent des bureaucrates ignorants et tatillons, qui ne comprennent nullement les besoins du pays (en partie parce qu'ils le considèrent comme une province espagnole, au moins théoriquement) et empêchent les aménagements indispensables. Les produits non compétitifs, l'Espagne se réserve de les absorber. Elle fait la politique du tarif préférentiel à l'envers : en empêchant certains coûts de baisser, elle se donne le privilège de consommer les produits basques sans que les bénéfices du producteur en soient plus élevés. La conséquence est inévitable : le revenu *per capita* est un des plus hauts de la péninsule, ce qui ne veut rien dire; et le revenu des salariés (85 % de la population active) est très inférieur à celui des Madrilènes, des habitants de Burgos, de Valence, etc. Il faut remarquer d'ailleurs que le taux d'augmentation des salaires a été, de 1955 à 1967, pour l'Espagne, de 6,3 % par an et pour Euzkadi de 4,15 %. Ainsi, en dépit de la surindustrialisation du pays, nous retrouvons deux compo-

santes essentielles de la colonisation classique : le pillage — fiscal ou autre — du pays colonisé et la surexploitation des travailleurs. A cela s'ajoute une troisième qui n'est que la conséquence des deux premières : le rythme de l'émigration et de l'immigration. Le gouvernement espagnol a profité des besoins de l'industrialisation pour expédier en Euzkadi les sans-travail de ses régions démunies. On leur a promis des avantages (par exemple, ils sont prioritaires pour le logement) mais, surexploités comme les Basques et sans conscience de classe développée, ils constituent pour le patronat une masse de manœuvre : on compte 300 à 351 000 immigrants sur une population de 1 800 000 à 2 millions d'habitants. Inversement les Basques des régions pauvres émigrent. Tout particulièrement les Navarrais : on compte de 150 000 à 200 000 Basques à Madrid dont près de 100 000 Navarrais. Cette importante ponction et l'entrée des travailleurs espagnols dans les régions industrielles peuvent être considérées comme un début de déstructuration coloniale. Cette politique constante du franquisme implique évidemment la complicité des grands patrons de Biscaye et de Guipuzcoa. Ceux-ci, en effet, dès les guerres carlistes, quand la haute bourgeoisie apparaît à Bilbao, étaient centralisateurs et libéraux. Depuis quelques années l'émigration des sièges sociaux des grandes entreprises à Madrid a commencé. La grosse bourgeoisie ne voit que des avantages au freinage de la modernisation par l'incompétence et l'autarcie espagnoles : le vaste marché d'Espagne absorbe les produits non compétitifs à l'échelle mondiale; le patron est assuré d'un fort pourcentage de bénéfiques sans être obligé à de gros investissements. Étrangers aux véritables intérêts de la nation, ces « collabos », dont le centralisme finirait par ruiner l'économie basque, s'excluent eux-mêmes de la communauté et jouent le rôle — classique, lui aussi — de ceux

JEAN-PAUL SARTRE

Situations, X

Politique et autobiographie

Le dixième volume des *Situations* contient d'abord quatre textes politiques qui traitent de quatre des questions majeures de l'après-mai 68 : les luttes des minorités nationales (« Et si Sartre avait raison? » se demandait en 1971 *Le Monde* lorsque sa préface au *Procès de Burgos* de Gisèle Halimi posa pour la première fois avec une telle netteté le droit des ethnies minoritaires à définir leur identité contre l'État centralisateur); les conditions de l'émergence d'une nouvelle gauche révolutionnaire (*Les Maos en France*); l'opposition de la justice populaire à la justice d'État; la contestation radicale de la démocratie représentative (*Élections, piège à cons*).

La seconde partie est formée de trois entretiens à caractère autobiographique. Le premier de ces entretiens porte sur *L'Idiot de la famille*. Dans le second, Simone de Beauvoir interroge Sartre sur ses rapports avec le féminisme. Enfin, le troisième — qui occupe à lui seul la moitié du volume — est la version intégrale et largement inédite de l'« Autoportrait à soixante-dix ans » dont *Le Nouvel Observateur* a publié récemment des extraits. Dans cette longue conversation avec Michel Contat, Sartre dresse un bilan provisoire de sa vie et donne ainsi une première suite à son autobiographie, *Les Mots*.

nrf

